

Libérez Marwan Bargouthi et tous les prisonniers politiques palestiniens

Le règlement du conflit entre Israël et la Palestine, au regard du Droit international, implique entre autres résolutions, la libération des prisonniers palestiniens détenus par Israël. Nul accord de paix dans l'Histoire ne s'est conclu sans un règlement de la question des prisonniers. Celui-ci constitue même un préalable à tout début de règlement des conflits. Ainsi, les accords d'Oslo prévoyaient déjà, il y a 20 ans, la libération des détenus palestiniens.

Depuis 1967, plus de 800 000 palestiniens (soit 20% de la population totale et 40% de la population masculine) ont connu les prisons israéliennes. Il n'est guère de famille qui n'ait été touchée, à un moment ou à un autre.

À ce jour (chiffres au 1er février 2015), 6000 prisonniers palestiniens sont toujours détenus en Israël dans environ 20 prisons, 5 centres de détention, 4 centres d'interrogatoire, et, au moins une installation secrète, le *Centre de détention 1391*. Tous, sauf deux, situés à l'intérieur d'Israël, en violation de l'article 49 de la quatrième convention de Genève qui interdit les transferts forcés de prisonniers en dehors du territoire occupé.

Parmi ces prisonniers : 163 enfants ou jeunes de moins de dix-huit ans, 22 femmes, 18 députés et 2 anciens ministres, plusieurs dizaines d'universitaires, et plus d'une centaine de personnes atteintes de maladies graves et de handicaps, 454 sont en détention administrative (incarcération reconduite de 6 mois en 6 mois sans jugement ni motivation), sans compter ceux, dont on ignore le nombre, qui sont « en état d'arrestation ».

Résistants ou simples civils, ils croupissent dans les prisons israéliennes, en toute illégalité au regard du droit international !

Les enfants, cible spéciale de l'armée israélienne

Depuis le début de la seconde Intifada en 2000, ce sont plus de 7 500 enfants palestiniens - entre 12 et 17 ans - qui ont été arrêtés et emprisonnés.

À ce jour 163 enfants sont en détention.

Comme le montrent plusieurs rapports d'ONG palestiniennes et israéliennes ceux-ci sont arrêtés, détenus et jugés dans des conditions qui violent la Convention internationale des droits de l'Enfant, ratifiée par Israël.

- Ils sont conduits mains attachées et yeux bandés dans un lieu secret pour y être interrogés. Le transfert jusqu'à la prison israélienne et la détention sont accompagnés d'humiliations verbales et/ou physiques de la part des soldats et du personnel pénitentiaire.
- À aucun moment, ils ne sont accompagnés par leurs parents ou par un avocat.
- Dans la majorité des cas les enfants détenus avouent, en général, avoir jeté des pierres. Il arrive souvent que des enfants signent des documents en hébreu, qu'ils ne comprennent pas.



- Dans les huit jours suivant leur arrestation, ils sont amenés devant une cour militaire où ils voient pour la 1ère fois leurs parents ou l'avocat.

Dans 90% des cas, ils plaident coupables, seul moyen pour échapper au système militaire israélien.

Pendant la détention, les enfants sont privés de tout droit fondamental et du respect de leur dignité, comme l'accès à l'enseignement de base ou à un soutien psychologique.

- Bien après leur sortie de prison, les enfants continuent de vivre avec les séquelles de ces traitements.

Le 26 octobre 2013 depuis Robben Island, lieu d'emprisonnement de Nelson Mandela, Ahmed Kathrada, son compagnon de cellule et cinq prix Nobel de la paix lançaient un appel international pour la libération de Marwan Bargouthi et de tous les prisonniers politiques palestiniens.

En Isère plus de 30 organisations ont décidé de relayer cet appel.

Ce combat ne cessera qu'à la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.



QUI EST MARWAN BARGHOUTI ?

Né le 6 juin 1959, originaire du village de Kobar, au nord de Ramallah, il a participé aux deux Intifada, a connu les prisons et l'exil en tant que membre du Fatah, mais a partagé l'espoir né du processus d'Oslo en 1993.

Élu député de Ramallah en 1996, il prend, au Conseil législatif palestinien, une part active :

- dans la lutte contre la corruption,
- dans le combat pour la justice économique et sociale,
- la promotion des droits de l'homme et l'égalité entre hommes et femmes.

Il devient aussi président du groupe d'amitié franco-palestinien au Conseil législatif palestinien.

Dès son élection, dans le but d'initier des rencontres israélo-palestiniennes, il se rend en Israël pour proposer aux membres de plusieurs partis de la Knesset de constituer un groupe d'amitiés parlementaires israélo-palestiniennes.

Après l'avoir menacé et tenté de l'éliminer, les forces israéliennes le kidnappent le 15 avril 2002 à Ramallah assiégée, lors de l'offensive dite *Rempart*. Il est emprisonné et inculpé d'actes de terrorisme alors qu'il a toujours dénoncé les attentats contre les civils et milité pour une résistance populaire non-violente.

Peu après son arrestation, Marwan Barghouti transféré sur le territoire israélien, est enfermé à la « Moskobie » à Jérusalem dans une cellule de 2 m x 1,5 m, sans éclairage, sans fenêtre...

Condamné cinq fois à la prison à vie, condamnation assortie d'une peine de sûreté de quarante ans, il est devenu un symbole de la lutte contre l'occupation mais aussi du dialogue et de la paix.

Marwan Barghouti, que beaucoup surnomment le Mandela palestinien tant son histoire se confond avec celle de l'ancien Président sud-africain, est une des rares personnalités assez forte susceptible de rassembler tous les Palestiniens et permettre d'aller vers un vrai dialogue porteur de paix, et ainsi voir enfin naître et vivre l'État palestinien aux côtés d'un État israélien également sécurisé.



Grenoble – Avril 2015

LIBERTÉ POUR KHALIDA JARRAR

Khalida Jarrar, est une dirigeante de la gauche palestinienne et féministe. Députée du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), Khalida Jarrar a résisté à la volonté de l'armée d'occupation de l'expulser de Ramallah à Jéricho pour six mois en septembre 2014. Elle a été brutalement arrêtée, dans la nuit du 2 avril : l'armée est rentrée chez elle à coups de pied dans la porte d'entrée. Khalida

est une avocate palestinienne, spécialisée dans la défense des prisonniers palestiniens au sein du réseau Addameer. Elle préside le Comité du Conseil législatif palestinien des Prisonniers. Depuis 1998, elle est interdite de voyager à l'extérieur de la Palestine occupée; en 2010, alors qu'elle avait besoin d'un traitement médical en Jordanie, elle a lutté pendant des mois dans une campagne publique avant de finalement recevoir son traitement.

STAND WITH JUSTICE.

STAND WITH PALESTINE.

STAND WITH KHALIDA JARRAR.



Appel isérois pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens (AIPPP) : Association des Chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT Grésivaudan), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association des Palestiniens en France, CGT, Chrétiens Proche-Orient, Échirrolles Palestine Solidarité (EPS), FSU, Ligue des Droits de l'Homme (LDH38), MJCF, MRAP, PAG 38, PCF, PCOF, PG, UEC Grenoble, Solidaires 38 et les organisations membres du collectif isérois pour la Palestine : Cercle Juif pour une Paix Juste (CJPJ), CCFD Terre Solidaire, CIIP, EELV, Iran Solidarité, les Alternatifs, Les Femmes en Noir, Ligue de défense des droits de l'Homme en Iran (LDH Iran), Ligue internationale des femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL), Mouvement de la Paix, Maroc Solidarité Citoyennes, Nil Isère, Union Juive Française pour la Paix, NPA, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité avec les groupes d'artisans palestiniens (SGAP)

Contact : Association France Palestine Solidarité - Maison de Quartier - Le Patio 97 Galerie de l'Arlequin - 38100 GRENOBLE

Courriel : afps38@yahoo.fr www.afps-isere-grenoble.org